

Différences dans les négociations

Les syndicats et les associations d'employés ont inauguré les négociations salariales 2014 en formulant de substantielles exigences. L'Union patronale suisse estime toutefois que les négociateurs devront tenir compte des différences de situation très marquées que l'on observe dans l'économie, des risques conjoncturels ainsi que des évaluations de perspectives dans l'ensemble prudentes. De plus, la rentabilité de nombreuses entreprises reste insuffisante en raison d'une forte pression sur les marges.

Par rapport à celle des pays européens qui l'environnent, l'économie suisse fait certes excellente figure et a réussi à se tirer très honorablement d'affaire malgré la récession persistante de la zone euro. La situation reste néanmoins contrastée, entre une conjoncture domestique vigoureuse et des exportations à la peine. Des secteurs de l'économie intérieure comme la construction et l'immobilier, ainsi que les services publics et privés, profitent d'une immigration constante, de taux d'intérêt modestes et de finances publiques relativement saines. En revanche, la récession européenne, combinée à la force du franc, continue de faire souffrir des branches exportatrices comme l'industrie, le tourisme et d'autres secteurs conjoncturellement sensibles.

Pour 2014, les enquêtes prévoient une situation en demi-teinte – ni détérioration brutale ni éclaircie éblouissante. Dans l'industrie surtout, les évaluations sont prudentes, sous l'effet des incertitudes qui tendent à freiner les plans d'investissement.

Les perspectives sont variables

Etant donné les facteurs d'incertitude (crise de la dette européenne, pas encore de stabilisation définitive des marchés financiers, nouvelle pression haussière toujours possible sur le franc), la Suisse n'est pas à l'abri d'un risque de surchauffe immobilière (persistance de conditions de financement très favorables pour les biens immobiliers). D'un autre côté, il n'y a pas de risque d'inflation dans l'immédiat, malgré la politique monétaire expansive de la Banque nationale. La Suisse devrait connaître un renchérissement négatif pour la deuxième année consécutive. L'inflation pourrait re-

devenir positive en fin d'année, mais à un niveau qui restera très faible.

Les perspectives d'avenir très variables selon les branches, les entreprises et les domaines d'activité auront des conséquences sur la marge de manœuvre salariale des entreprises. Celles dont la marche des affaires est satisfaisante et qui ont de quoi être confiantes dans l'avenir auront la possibilité d'honorer les bonnes prestations de leurs collaborateurs. Grâce aussi à la perspective d'une très faible inflation, elles peuvent offrir des ajustements positifs. Les entreprises pessimistes pour 2014 et qui n'ont pas les moyens d'augmenter durablement leurs coûts en ces temps incertains peuvent faire participer leurs collaborateurs au succès de l'an écoulé grâce à des primes uniques. Mais beaucoup d'entreprises particulièrement – surtout affectées par la force du franc n'ont pas ou presque pas de marge de manœuvre en matière salariale et devront veiller en priorité à conserver leurs emplois.

Eventail de décisions salariales

Face à l'incertitude actuelle et aux situations de départ très disparates, il n'est pas possible de faire des déclarations péremptoires sur ce que seront les résultats des négociations de 2014. Pour l'Union patronale suisse, l'éventail des décisions salariales variera une fois de plus très fortement. Des augmentations substantielles pourront très bien voisiner avec des gels de salaires. On constate une fois encore que la fixation des salaires s'opère le plus souvent en Suisse à l'échelon de chaque entreprise ou de chaque branche, ce qui donne des résultats qui correspondent à la situation économique effective de chacune.



Photo: Photopress / Yoshiko Kusano

La fixation des salaires s'opère le plus souvent en Suisse à l'échelon de chaque entreprise ou de chaque branche.

Travail.Suisse et les organisations associées Syna, Transfair, Hotel & Gastro Union ont présenté au mois d'août leurs revendications salariales pour 2014. Elles exigent des hausses de salaires substantielles, allant de 1 à 2 pour cent pour tous les travailleurs. Grâce à leur engagement et à la flexibilité dont ils ont fait preuve, les travailleurs ont aussi permis à l'économie suisse de surmonter la crise et les défis de l'euro faible. Ils lui ont par là même assuré des gains de productivité, du même coup la possibilité de procéder à sensibles augmentations de salaires. Travail.Suisse exige cette année des augmentations générales et régulières et non plus des bonus et des primes uniques.

Dès la fin juillet, l'association «Employés Suisse» a exigé des hausses de salaires de 1,5 pour cent au minimum – surtout pour les petits et les moyens revenus. A la clôture de la rédaction, les exigences de l'Union syndicale suisse ne nous étaient pas encore connues. ■